

Automobile : feu vert pour une industrie durable



CLIQUEZ ICI POUR
TÉLÉCHARGER NOTRE
NOTE

Paris, le 11 octobre 2021 - À quelques heures de l'annonce du plan d'investissement France 2030 de plusieurs milliards d'euros, l'Institut Montaigne publie la note *Automobile : feu vert pour une industrie durable* et appelle le gouvernement à doter cette industrie d'un portefeuille d'investissement de 2,2 milliards d'euros par an sur les cinq prochaines années.

La fragilité de l'industrie automobile française (déficit de compétitivité évalué entre 300 et 600 € par véhicule produit en comparaison avec des pays d'Europe de Sud ou de l'Est, érosion de la production nationale avec le passage de 3,5 millions de véhicules par an au début des années 2000 à moins de 2 millions aujourd'hui...) limite aujourd'hui sa capacité à investir dans la révolution digitale et la rend plus vulnérable au choc d'une transition accélérée vers le véhicule zéro émission. Les conséquences pourraient être majeures pour les années qui viennent, avec une concurrence féroce exercée par les chinois et les américains.

Afin d'inverser cette tendance et de regagner 25 % de production dans le secteur automobile français, Aloïs Kirchner, *Senior Fellow* de l'Institut Montaigne sur les questions de politique industrielle, auteur de cette note, formule 11 propositions concrètes en matière de :

- soutien à la demande, avec la mise en place d'une stratégie pluriannuelle d'installation de bornes de recharge dans l'espace public et un soutien aux populations modestes dans le passage vers à l'électrique. La convergence tarifaire des véhicules électriques avec les véhicules thermiques pourra ainsi être accélérée en maintenant un bonus électrique décroissant au moins jusqu'en 2025, à hauteur d'environ 1 milliard d'euros par an.
- soutien direct à l'industrie automobile, avec des aides ciblées sur la R&D et son industrialisation, compatibles avec la réglementation européenne. Elles pourraient être de l'ordre d'1 milliard d'euros par an de subventions (contre environ 350 millions aujourd'hui).
- ajustement de la réglementation environnementale française et européenne, afin de limiter les émissions globales de CO₂ liées au transport routiers, d'une part, et d'améliorer la qualité de l'air dans les zones polluées, d'autre part.

“Avec près de 200 000 emplois directs (hors services), une valeur ajoutée annuelle de l'ordre de 13 milliards d'euros et une dépense de recherche et développement (R&D) annuelle de 4,4 milliards d'euros (ce qui en fait le secteur qui investit le plus dans la R&D, devant l'aéronautique ou encore l'industrie pharmaceutique), l'industrie automobile française est une composante essentielle de notre tissu économique et un maillon important de notre souveraineté technologique. Pour lui permettre de faire face aux défis qui l'attendent et donner sa chance à l'industrie française et européenne, il convient d'agir sur tous les leviers” explique Aloïs Kirchner, Senior Fellow politique industrielle de l'Institut Montaigne et auteur de la note.

CLIQUEZ ICI POUR DÉCOUVRIR
LES PROPOSITIONS DE
L'INSTITUT MONTAIGNE

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).

Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse

06 99 79 43 62 ; loliveau@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne : *think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.*